

Du 10 au 21 juin 2019 vont se dérouler les élections des représentant-e-s étudiant-e-s au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER). L'ensemble des élu-e-s aux conseils centraux des établissements universitaires vont être amené-e-s à voter pour le projet qu'il-elle-s souhaitent défendre pour l'enseignement supérieur et la recherche pour les deux prochaines années.

Ces élections se tiennent dans une situation critique pour nos établissements. En plus des difficultés budgétaires toujours plus présentes pour les personnel-le-s, enseignant-e-s et usager-e-s, le début du quinquennat d'Emmanuel Macron a été marqué par une remise en cause sans précédent de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Que ce soit la loi Orientation et Réussite des Etudiants qui a instauré une sélection à l'entrée de nos universités sur des critères obscures, la réécriture de l'arrêté licence supprimant les rattrapages et la compensation obligatoires, les réformes du baccalauréat et du lycées, ou encore l'augmentation des frais d'inscription des étudiant-e-s étranger-e-s hors UE, le gouvernement n'a cessé de faire reculer la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Ces transformations vont à rebours des aspirations de la jeunesse. Nous nous sommes largement mobilisés ces dernières années contre ces transformations. En témoigne la mobilisation contre l'augmentation des frais d'inscription des étudiant-e-s étranger-e-s décidé unilatéralement par le gouvernement.

Nous aspirons à une société écologique et égalitaire garantissant une égalité réelle de chacun-e face à la réussite, permettant à tou-te-s, quelle que soit notre nationalité, notre origine sociale, notre couleur de peau, notre genre ou notre orientation sexuelle d'accéder à l'enseignement supérieur et d'y réussir. Dans un contexte où le gouvernement ne cesse de passer en force et de mépriser la communauté universitaire et les étudiant-e-s, nous devons imposer les étudiant-e-s dans les politiques universitaires, défendre nos droits et faire avancer la démocratisation en portant une transformation radicale de notre enseignement supérieur :

La défense de l'accès de tou-te-s à un diplôme de qualité, nécessaire pour lutter contre la reproduction sociale, a matricé le mandat de nos élu-e-s ces dernières années et matricera l'action de nos futurs élu-e-s.

Le renforcement du service public de l'enseignement supérieur à travers un financement qui ne se fera plus sur une logique de concurrence mais pour répondre aux besoins de chaque jeune.

Il s'agira également de lutter pour un enseignement supérieur écologique, ouvert et émancipateur. Nos élu-e-s s'engageront pour faire reculer le racisme, sexisme et les LGBTI+phobies nos établissements et défendront la mise en place de politique universitaire nationale faisant avancer le combat écologique.

C'est en portant ensemble un projet ambitieux pour notre enseignement supérieur que nous ferons avancer les choses : nous comptons sur votre voix pour avancer côte à côte sur ces sujets !

UN BILAN ET UNE DÉMARCHÉ SYNDICALE

Contre la mise en place de la sélection



Des milliers de jeunes mobilisés dans la rue et dans leurs établissements aux cotés de l'UNEF pour dire on à la sélection



Des motions votées dans nos établissements pour défendre notre droit à l'éducation

Face à la pression, le gouvernement annonce

créer 30 000 places en urgence

Non satisfait, l'UNEF continue à mobiliser et à aider les jeunes sur la question

+ de 1000 jeunes aidés via **SOS INSCRIPTION**

Le tribunal administratif de Guadeloupe donne raison à l'UNEF et réclame la divulgation des «algorithmes locaux»

Contre la hausse des frais d'inscriptions des étudiant-e-s étranger-ère-s hors UE

L'UNEF et 14 associations d'étudiant-e-s étranger-e-s lance une pétition et appelle à la mobilisation :

+ de 300 000 signatures

Des milliers de jeunes mobilisés dans la rue et dans leurs établissements

Plus de 26 établissements se prononce contre la mesure suite au travail des élu-e-s étudiant-e-s

Le gouvernement recule et écarte de sa mesure : les Doctorant-e-s, les étudiant-e-s déjà inscrit en France et les étudiant-e-s dont leur résidence fiscale est en France depuis 2 ans

L'UNEF se sert de ces premiers reculs pour aller plus loin :

Nos élu-e-s aux cotés d'association d'étudiant-e-s étranger-e-s **saisissent la justice pour dénoncer l'illégalité de cette réforme**

Des établissements se prononcent grâce aux travaux des élu-e-s étudiant-e-s **pour le remboursement automatique des Frais d'Inscriptions des Etudiant-e-s Etranger-e-s**

POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ENGAGÉ ET ÉMANCIPATEUR

Distribution de protection périodique dans plusieurs établissements à l'initiative des élu-e-s étudiant-e-s



Action de sensibilisation aux enjeux écologiques en étant parmi les organisateurs des manifestations mondial sur le climat

Assises national contre le racisme pour dénoncer le racisme quotidien rencontré-e-s par des milliers d'étudiant-e-s



Prise en compte du prénom d'usage dans nos établissements d'enseignement supérieur

11 PRIORITÉS

POUR DÉMOCRATISER NOTRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1. DÉFENDRE LE LIBRE ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

S'opposer à toute formes de sélection : Nos élu-e-s continuerons à défendre le libre accès des jeunes à l'enseignement supérieur.



Se battre pour obtenir des créations de places aussi bien en licence, en master, en DUT ou en BTS

Lutter contre la hausse des frais d'inscription : c'est un facteur de reproduction social important, français-e-s ou étranger-e-s, personne ne doit payer plus pour avoir le droit d'étudier.

2. PERMETTRE LA RÉUSSITE ET SÉCURISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Une évaluation au service de la réussite: un contrôle continu avec des rattrapages, une compensation des matières annuelle et semestrielle ainsi que des semaines de révision doivent être rendu obligatoire

Un plan d'embauche de personnels pédagogiques et administratifs

Une refonte de nos pédagogies : en réduisant les cours en CM, en favorisant les TD, en développant la pédagogie inversée, ...

Une renforcement des moyens pour les pôles d'insertion professionnelle de nos établissements



3. GARANTIR LA POURSUITE D'ÉTUDE EN MASTER

MASTER

Garantir l'application du droit à la poursuite d'étude : rendre obligatoire l'acceptation par les universités des dossiers s'étant saisi du droit à la poursuite d'étude.

Appliquer le droit à la poursuite d'étude à l'ensemble des filières (notamment en droit et psycho)

4. PLUS DE MOYENS POUR ÉTUDIER

Un investissement d'urgence dans l'enseignement supérieur et la recherche : 2 milliards d'euros par an sont nécessaires pour permettre à nos établissements de sortir de la pénurie budgétaire

Imposer un réel fléchage des budgets vers les formations et ainsi mettre fin aux disparités dues à l'autonomie des universités

Refuser la mise en concurrence de nos établissements notamment par le recours aux financements par biais privés ou par les politiques de d'appel à projet.



5. ÉTUDIANT·E·S ÉTRANGER·E·S, MÊMES ÉTUDES MÊMES DROITS

Refus de l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants-e-s étranger-e-s hors UE

Faire reculer la précarité administrative et pédagogique : généraliser réellement les guichets uniques, renforcer les dispositifs d'accompagnement pédagogique, ...

Faire de Campus France une plateforme d'inscriptions et non pas de sélection.



6. LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Agir contre les discriminations dans nos établissements: Semaines thématiques de sensibilisation sur les discriminations, généralisation des cellules de veille contre le harcèlement, réforme des commissions disciplinaires, diversifier nos enseignements (african, asian et orient studies)...

Défendre les droits des personnes en situation de handicap : respect des normes d'accès, renforcement des relais handicapés

Rendre obligatoire la reconnaissance du prénom d'usage : permettre aux étudiant-e-s transgenres d'utiliser leur prénom d'usage ainsi que de délivrer une copie du diplôme avec le prénom d'usage.



7. POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNE RECHERCHE AU CŒUR DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

Faire évoluer notre offre de formation pour répondre aux enjeux écologiques : l'intégrer dans le tronc commun d'enseignements, mise en place d'option de sensibilisation à la question écologique



Des universités engagées pour l'écologie : construction de bâtiments écoresponsables, mise aux normes énergétiques des bâtiments actuels

Un financement de la recherche en innovation écologique à la hauteur de ses besoins

8. DÉFENDRE LES UNIVERSITÉS DE PROXIMITÉ

Garantir l'accès de tou-te-s à une formation de qualité partout sur le territoire et bénéficiant d'investissement suffisant

S'opposer aux mastodontes universitaires : lutter contre les regroupements expérimentaux, fusions, grands établissements qui se font contre les droits des étudiant-e-s et renforcent la concurrence entre les universités.



9. RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT

Garantir et réformer la démocratie étudiante: Les étudiant-e-s doivent avoir plus de place dans les conseils centraux et un poids décisionnel sur les sujets qui les concernent directement.



Favoriser l'engagement étudiant : prise en compte dans la notation, généraliser les régimes dérogatoires, droits d'expression aux organisations étudiantes, ...

La suppression de la CVEC

10. DONNER LES MOYENS POUR REVALORISER LA RECHERCHE

Valoriser le doctorat : permettre la reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives, assurer des débouchés professionnels concrets

Protéger le statut de l'étudiant·e·chercheur·euse: garantie de financement durant l'intégralité de la thèse, mise à disposition d'infrastructures et réel accompagnement pédagogique



11. POUR DE RÉELS DROITS ÉTUDIANTS EN ÉCOLE

Lutter contre la hausse des frais d'inscription : frein à l'accès de tou-te-s à l'enseignement supérieur et moteur de reproduction social



Garantir des droits pour les étudiant-e-s en école : (rattrapages, compensations, régimes dérogatoires).